



**Les éléments du Budget Economique Prévisionnel 2014**  
**Présentés par**  
**M. Ahmed Lahlimi Alami, Haut-Commissaire au Plan**

- Casablanca 22 Janvier 2014 -

## **Situation macroéconomique en 2013 et ses perspectives en 2014**

- Amélioration de la croissance économique en 2013 à 4,4% et sa décélération à 2,4% en 2014;
- Ralentissement des activités non agricoles à 2% de croissance en 2013 et leur reprise prévue à 3,6% en 2014 ;
- Hausse de l'inflation, appréhendée par le prix implicite du PIB, de 1,4% en 2013 à 1,9% en 2014 ;
- Allègement du déficit courant des échanges extérieurs qui passerait de 10% du PIB en 2012 à 8,1% en 2013 et à 7,9% en 2014 ;
- Hausse du taux de chômage à 9,1% en 2013 et à 9,8% en 2014 au lieu de 9% en 2012;
- La dette publique passerait d'un ratio de 77,4% du PIB en 2013 à 83,7% en 2014 contre 71,2% en 2012. Celle du Trésor passerait de 63,5% du PIB en 2013 à 67,5% en 2014.

Le budget économique prévisionnel 2014 présente une révision du budget économique exploratoire 2014 publié au mois de juin 2013. Il s'agit d'une nouvelle estimation de la croissance de l'économie nationale en 2013 et de la révision des perspectives économiques de 2014 et leurs effets sur les équilibres macroéconomiques internes et externes et sur le financement de l'économie.

L'élaboration du présent document tient compte de l'évolution de l'environnement international et se base sur les résultats des enquêtes trimestrielles et les travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut-commissariat au Plan et d'autres départements ministériels et organismes financiers durant le deuxième semestre de 2013.

Par ailleurs, les prévisions pour l'année 2014 sont établies sur la base d'un scénario moyen pour la production agricole durant la campagne 2013/2014, et sur les nouvelles dispositions fiscales et budgétaires annoncées dans la loi de finances 2014, notamment les dépenses d'investissement, de fonctionnement et des dépenses de subvention des prix à la consommation.

## 1-L'environnement international

L'économie mondiale, marquée par une longue période de crise financière, économique et sociale, envisage de renouer avec la croissance. Les politiques de relance que connaissent les grandes puissances du monde, notamment, les Etats-Unis et le Japon et les mesures auxquelles ont recours plusieurs pays européens, seraient à l'origine de ce regain d'optimisme.

Dans ce cadre, la croissance économique mondiale serait de 3,7% en 2014 au lieu de 3% en 2013 selon les perspectives économiques publiées par les institutions internationales au mois de janvier de l'année en cours. Après avoir été de 1,3% en 2013, la croissance serait de 2,2% dans les pays développés alors qu'elle s'améliorerait à 5,1% contre 4,7% en 2013 dans les économies émergentes et en développement.

**Les Etats-Unis d'Amérique** devraient poursuivre leur croissance à un rythme de 2,8% au lieu de 1,9% en 2013, grâce à une politique monétaire accommodante en faveur du financement de l'économie.

De son côté, **le Japon** devrait engager des mesures destinées à relancer la demande, essentiellement, par une politique monétaire volontariste visant la sortie d'une longue période de déflation marquée par une faible croissance économique. La croissance de l'économie nipponne devrait se situer à 1,7% en 2013 et 2014.

**La zone Euro**, notre principal partenaire économique devrait émerger péniblement de sa crise aigue. Les politiques d'ajustement interne et externe se poursuivent et s'appuient sur des réformes structurelles majeures et sur les mesures d'assainissement budgétaire mises en œuvre. Les conditions sont ainsi plus favorables pour que la demande intérieure continue de soutenir la croissance économique. Toutefois, compte tenu des perspectives moins prometteuses pour les économies émergentes, le retour à une croissance plus élevée et continue se ferait de manière progressive. La croissance serait alors de 1% en 2014, après le recul de 0,4% en 2013.

**Les pays émergents et en développement**, malgré leur taux de croissance qui reste encore élevé, connaîtraient des périodes d'incertitude sous l'effet de la faible demande européenne et de la politique monétaire américaine. De ce fait, ces économies devraient enregistrer une légère amélioration de leur rythme de croissance qui passerait de 4,7% en 2013 à 5,1% en 2014.

La reprise de l'économie mondiale en 2014 entraînerait une hausse du commerce international, dont le volume s'accroîtrait de 2,7% en 2013 et de 4,5% en 2014. Cette légère hausse n'aurait pas d'effet sur les prix des

matières premières qui continueraient leur tendance à la baisse. Ainsi, le cours moyen du pétrole brut passerait de 104,1 \$/baril en 2013 à 103,8 en 2014, et le prix moyen des matières premières non énergétiques enregistrerait, également, une nouvelle baisse de 6,1% après 1,5% en 2013.

Ce recul des prix des matières premières, devrait apaiser les tensions inflationnistes, dont le taux passerait de 6,1% en 2013 à 5,6% en 2014 dans les pays émergents et en développement et de 1,4% à 1,7% respectivement dans les pays avancés. De son côté, la parité de la monnaie européenne, l'euro, par rapport au dollar serait maintenue à 1,33 en 2013 et 2014 au lieu de 1,27 en 2012.

## **2- Situation de l'économie nationale en 2013**

La récession de l'activité économique dans la zone euro, aurait continué d'affecter l'économie nationale en 2013. Ainsi, la demande mondiale adressée au Maroc aurait augmenté de 1,6%. Les recettes du tourisme international et celles des transferts des marocains résidant à l'étranger auraient connu une quasi stagnation par rapport à 2012. En revanche, les flux des investissements directs étrangers (IDE) auraient affiché un rebond de l'ordre de 23% à fin 2013.

Ainsi, les données de conjoncture relatives à l'année 2013 témoignent du ralentissement des principales activités sectorielles, notamment, secondaires, en l'occurrence les Mines, certaines industries manufacturières et le Bâtiment et Travaux Publics (BTP). Cependant, les performances du secteur agricole et la consolidation de quelques activités tertiaires, auraient compensé largement le ralentissement des activités secondaires.

### **2.1 Evolution sectorielle**

Le secteur primaire aurait enregistré une forte hausse de sa valeur ajoutée de 20,4%, suite à l'accroissement de la production des cultures céréalières de 86,5% par rapport à 2012 et aux bons résultats des autres cultures non céréalières, de l'élevage et de la pêche maritime.

Les activités non agricoles auraient enregistré une baisse de leur rythme de croissance à 2% au lieu de 4,3% en 2012 et de 5% en moyenne durant la décennie 2000. Les activités du secteur secondaire auraient connu une baisse de 0,7%, la deuxième après le recul de 4,7% enregistré

en 2009. Elles auraient été impactées par une régression de 1,6% de la valeur ajoutée des mines et par la régression de 3% du secteur du bâtiment et travaux publics. Le secteur des industries manufacturières aurait, de son côté, continué dans sa tendance baissière entamée depuis 2011 affichant une croissance de 0,5% au lieu de 1,5% en 2012 et 2,3% en 2011.

Parallèlement, le secteur tertiaire aurait connu une décélération de son rythme d'accroissement à 3,3% en 2013 au lieu de 5,9% en 2012. Cette évolution s'explique, en particulier, par une modération de la croissance des services marchands de 3,1%, et par un ralentissement de la croissance des services des administrations publiques à 4,4% au lieu de 6,7% en 2012.

Dans ces conditions, **le Produit Intérieur Brut** se serait accru de 4,4% au lieu de 2,7% en 2012 et aurait créé près de 84 mille emplois nets en 2013. Dans ces conditions, le taux de chômage attendu serait de l'ordre de 9,1% au niveau national en 2013 contre 9% en 2012.

## 2.2 Evolution de la demande

La demande intérieure aurait contribué de 2,8 points de croissance au lieu de 2,4 points en 2012. La consommation des ménages, aurait maintenu 3,6%, son rythme de croissance en 2012, apportant 2,1 points à la croissance du PIB. En revanche, la consommation des administrations publiques aurait connu une baisse de son rythme de croissance à 4,7% en 2013 au lieu de 7,9% en 2012, laissant une contribution estimée à 0,9 point au lieu de 1,4 point de croissance en 2012. Globalement, la consommation finale nationale aurait augmenté de 3,9% contribuant ainsi de 3,1 points de croissance en 2013.

L'investissement brut aurait, de son côté, enregistré pour la deuxième année consécutive une croissance en régression de 0,7% en 2013 due à une baisse de la variation des stocks de 9%. Sa contribution à la croissance aurait été négative de 0,3 point. En effet, avec une croissance de 0,4%, la formation brute de capital fixe (FBCF) aurait contribué de 0,1 point de croissance au lieu de 0,8 point en 2012. La variation des stocks aurait enregistré une contribution négative, passant de -2 points en 2012 à -0,4 point en 2013.

Par ailleurs, la demande extérieure aurait enregistré une contribution positive à la croissance de l'ordre de 1,6 point. De ce fait, le volume des exportations de biens et services aurait progressé de 3,5% au

lieu de 2,7% en 2012, profitant de l'émergence de nouveaux secteurs comme l'automobile et l'aéronautique. De leur part, les importations auraient baissé de 0,7% au lieu d'une hausse de 2% en 2012. En terme nominal, la balance commerciale (en marchandises) aurait dégagé un allègement de son déficit. Celui-ci serait passé de 20,9% du PIB en 2012 à 19,2% en 2013. Cet allègement est attribuable, en grande partie, à une détente des prix des matières premières au niveau international et aux efforts de rationalisation des besoins du pays en produits importés.

### **2.3 Le financement de l'économie**

L'épargne intérieure aurait connu une légère amélioration passant de 21,1% en 2012 à 21,5% du PIB en 2013, bénéficiant de l'accroissement du PIB en valeur de 5,9% et du dynamisme de la consommation finale nationale, en hausse de 5,4% aux prix courants.

L'épargne nationale, profitant de la hausse des revenus nets en provenance du reste de monde, aurait atteint 26,4% du PIB en 2013 au lieu de 25,3% en 2012. Avec un taux d'investissement de 34,5% du PIB au lieu de 35,3% en 2012, le besoin de financement de l'économie nationale aurait connu un allègement pour se situer à 8,1% du PIB au lieu de 10% en 2012. Ce besoin de financement aurait été couvert par les IDE à hauteur de 41% et par le recours aux emprunts extérieurs publics à hauteur de 46,6%. Les réserves extérieures auraient ainsi cru de 3,8%, représentant 4,3 mois d'importations. Sur cette base, la dette extérieure publique aurait représenté 28% du PIB au lieu de 25,7% en 2012 (245 milliards de DH au lieu 213 milliards).

Par ailleurs le recours intensif de l'Etat au financement intérieur pour couvrir son déficit, qui serait de 6% du PIB en 2013 (près de 52 milliards de DH) , aurait porté la dette publique globale à 77,4% du PIB contre 71,2% en 2012 (678 milliards de DH au lieu de 589 milliards en 2012), mettant ainsi de plus en plus de pressions sur le marché monétaire. Une telle situation ne pourrait qu'évincer le secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises.

Dans ce cadre, les créances sur l'Administration Centrale auraient augmenté de 23,2% et les créances sur l'économie de 3% en 2013 au lieu de 5,1% en 2012. Ainsi, le crédit bancaire aurait progressé de 3% en 2013 au lieu de 4,6% en 2012 et de 15% en moyenne annuelle durant la période 2000-2008. Cette décélération aurait affecté les crédits à la consommation qui auraient affiché une baisse de leur rythme d'accroissement passant de

9,8% en 2012 à 4% en 2013. Dans ce contexte, la masse monétaire aurait connu un taux d'accroissement de 4,6% au lieu de 4,5% en 2012.

### **3-Les perspectives de l'économie nationale en 2014**

Les perspectives économiques nationales en 2014, sont élaborées, comme chaque année, sur la base des nouvelles dispositions de la loi de finances, de l'évolution de la campagne agricole, et des nouvelles tendances caractérisant l'environnement international.

Les principales hypothèses retenues pour l'environnement international, portent sur une hausse de la demande mondiale adressée au Maroc de 4,7% au lieu de 1,6% en 2013, et une tendance baissière des cours des matières premières sur les marchés internationaux. Le cours moyen du pétrole passerait de 104,1\$/baril en 2013 à 103,8 en 2014 et l'indice des prix des matières premières non énergétiques serait marqué par un nouveau recul de l'ordre de 4,2% après celui de 1,5% en 2013. De son côté, la parité de la monnaie européenne, l'euro, par rapport au dollar serait maintenue à 1,33.

#### **3.1 Evolution sectorielle**

**La croissance des activités non agricoles** devrait être de 3,6% au lieu de 2% en 2013 restant, cependant, inférieure à la moyenne d'environ 4,6% enregistrée durant la période 2010-2012. Ces activités continueraient d'être affectées par le ralentissement de financement de l'économie et par la réduction des marges de manœuvres de la politique monétaire, malgré une amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc.

Dans ce contexte, la croissance du **secteur secondaire** connaîtrait une reprise de 1,9% au lieu d'une baisse de 0,7% en 2013. Cette amélioration serait attribuable à la reprise des activités du secteur des mines qui devraient s'accroître de 2% et au dynamisme prévu du secteur du bâtiment et travaux publics affichant une croissance de 2,5%. Les activités du **secteur tertiaire**, de leur côté, augmenteraient globalement de 4,4% au lieu 3,3% en 2013. Cette évolution serait due à l'amélioration du rythme de croissance des services marchands à 4% et l'accroissement des services des administrations de 6,5%.

Le **secteur primaire**, quant à lui, devrait connaître une baisse de sa valeur ajoutée de 3,9% sur la base d'une production céréalière moyenne de 70 millions de quintaux par rapport à 97 millions de quintaux en 2013. Il continuerait, toutefois, de bénéficier de l'amélioration de la production des cultures non céréalières, de l'élevage et du dynamisme des activités de la pêche maritime.

Dans ce contexte, **l'économie nationale devrait s'accroître de 2,4% en volume au lieu de 4,4% en 2013** et créerait près de 60 mille postes d'emplois en 2014. Dans ces conditions, le taux de chômage attendu serait de 9,8% au niveau national en 2014 contre 9,1% en 2013.

### **3.2 L'évolution de la demande**

La demande intérieure continuerait de constituer le moteur de la croissance économique nationale en y contribuant par 2,6 points au lieu de 2,8 points en 2013. Quant à la demande extérieure, sa contribution à la croissance du PIB serait négative de l'ordre de 0,1 point en 2014 après avoir contribué positivement de 1,6 point en 2013.

Dans ce cadre, la consommation des ménages s'accroîtrait de 2,5% en volume, malgré une maîtrise de l'inflation à 1,9%. Sa contribution à la croissance du PIB serait de 1,5 point au lieu de 2,1 points en 2013. La consommation des administrations publiques, de son côté, augmenterait au rythme de 3,2%, contribuant de 0,6 point à la croissance du PIB.

L'investissement brut (FBCF et variation des stocks) s'accroîtrait de 1,4% en volume et sa contribution à la croissance serait de 0,5 point contre une contribution négative de 0,3 point en 2013. Ainsi, la formation brute du capital fixe devrait s'accroître de 2,4% et sa contribution à la croissance devrait rester aux environs de 0,7 point, alors que la variation des stocks, quant à elle, devrait continuer d'enregistrer une contribution négative à la croissance de 0,3 point.

Par ailleurs, les exportations de biens et services devraient bénéficier de l'amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc pour enregistrer un accroissement de 2,8% en volume. De leur côté, les importations afficheraient une hausse de 2,3% au lieu d'une baisse de 0,7% en 2013. La demande extérieure devrait, ainsi, connaître une contribution négative à la croissance, de l'ordre de 0,1 point en 2014.



### 3.3 Le financement de l'économie

Le taux d'épargne intérieure devrait passer de 21,5% du PIB en 2013 à 21,2% en 2014, en raison d'une progression plus rapide de la consommation finale nationale de 4,8% aux prix courants en comparaison avec une croissance du PIB nominal de 4,4%.

L'épargne nationale devrait, de sa part, se maintenir à 26,2% du PIB en 2014, profitant des revenus nets en provenance du reste du monde, constitués en grande partie des transferts des marocains résidant à l'étranger et des transferts publics, en particulier ceux reçus des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), qui devraient représenter 6,1% du PIB, contre 4,9% en 2013. Et compte tenu d'un taux d'investissement brut prévu à 34,1 % du PIB, le compte épargne-investissement, dégagerait un déficit de 7,9% du PIB, après avoir été de 8,1% en 2013.

Ce besoin de financement devrait être couvert par les IDE et le recours à l'emprunt extérieur. Sur la base d'une hypothèse d'accroissement des IDE de 10% et compte non tenu de transferts courants exceptionnels, le recours à l'emprunt extérieur permettrait de couvrir 47% de ce besoin. Dans ce cadre, la dette publique extérieure atteindrait 30,7% du PIB en 2014 au lieu de 28% en 2013 (280 milliards de DH au lieu de 245 milliards en 2013).

La persistance du recours intensif au financement intérieur porterait la dette publique globale du Maroc à 83,7% du PIB en 2014 au lieu de 77,4% en 2013 (766 milliards de DH au lieu de 678 milliards en 2013). Une situation qui aurait résulté du déficit du Trésor qui serait de 5,7% du PIB en 2014 (53 milliards de DH). Dans ce cadre les créances sur l'Administration Centrale s'accroîtraient de 21%. De leur part, les créances à l'économie devraient s'accroître de 3,8% en 2014 au lieu de 3% en 2013, reflétant le problème d'assèchement de liquidités que continuerait à connaître le marché monétaire. Une situation qui reste liée à la disponibilité des avoirs extérieurs qui devraient connaître une progression de 4%, représentant ainsi 4,4 mois d'importations en biens et services en 2014. Dans ces conditions, la masse monétaire devrait s'accroître de 5% au lieu de 4,6% en 2013.

**En conclusion**, les questions suivantes ont été relevées :

- L'ajustement en cours des politiques économiques à travers les différents pays du monde ;
- Les atouts économiques du Maroc face aux fragilités de son cadre macroéconomique ;
- Les perspectives de réformes structurelles pour dégager des ressources durables pour accroître l'épargne nationale ;
- Une plus grande adéquation de la gestion macroéconomique aux objectifs à long terme de l'économie marocaine et aux impératifs de sa soutenabilité ;
- Le « piège » de régime de change fixe et de politique budgétaire expansionniste ciblant, au même titre que la politique monétaire, une maîtrise excessive de l'inflation ;
- La nécessité de sortir de ce piège par des ajustements cohérents sur le plan opérationnel et temporel des politiques et des programmes publics dans le but de son appropriation par les citoyens.

**EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT**  
**En volume selon les prix de l'année précédente (En %)**

<b>Rubriques</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013*</b>	<b>2014**</b>
• <b>Valeur ajoutée du secteur Primaire...</b>	<b>5,1</b>	<b>-7,2</b>	<b>20,4</b>	<b>-3,9</b>
• <b>Valeurs ajoutées non agricoles.....</b>	<b>5,3</b>	<b>4,3</b>	<b>2,0</b>	<b>3,6</b>
➤ Secteur Secondaire.....	4,0	1,3	-0,7	1,9
➤ Secteur tertiaire.....	6,0	5,9	3,3	4,4
<b>Valeur ajoutée totale.....</b>	<b>5,2</b>	<b>2,5</b>	<b>4,5</b>	<b>2,3</b>
Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS).....	2,7	5,2	2,5	4,0
PIB non agricole (VA +ITS).....	5,0	4,3	2,0	3,6
<b>PIB en volume.....</b>	<b>5,0</b>	<b>2,7</b>	<b>4,4</b>	<b>2,4</b>
<b>Variation du prix implicite du PIB.....</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,9</b>

(\*) : Estimation pour 2013    (\*\*) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2014.

**Equilibre Ressources-Emplois en volume  
et autres indicateurs macroéconomiques**

**Variation en %**

<b>RUBRIQUES</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013*</b>	<b>2014**</b>
PIB.....	5,0	2,7	4,4	2,4
Consommation finale, dont:.....	6,7	4,6	3,9	2,7
-Ménages résidents.....	7,4	3,6	3,6	2,5
-Administrations publiques.....	4,6	7,9	4,7	3,2
FBCF.....	2,5	1,9	0,4	2,4
Exportations de biens et services...	2,1	2,7	3,5	2,8
Importations de biens et services...	5,0	2,0	-0,7	2,3
Déficit en Ressources (en % du PIB)....	-13,8	-15,0	-13,4	-13,2
Epargne intérieure (en % du PIB).....	22,8	21,1	21,5	21,2
Epargne nationale en % du PIB.....	27,9	25,3	26,4	26,2
Investissement en % du PIB.....	36,0	35,3	34,5	34,1
Besoin de financement de l'économie (en % du PIB).....	-8,0	-10,0	-8,1	-7,9

NB : -Variations en % aux prix de l'année précédente. Et ratios en % du PIB courant.

- (\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2014

## Equilibre Ressources-Emplois

### Aux prix courants

En Millions de DH

RUBRIQUES	2011	2012	2013*	2014**
- PIB.....	802607	828169	877318	915886
	5,0	3,2	5,9	4,4
- Consommation finale nationale	619270	653617	688611	721435
	8,4	5,5	5,4	4,8
.Ménages (résidents).....	472938	494499	521696	545173
	8,1	4,6	5,5	4,5
.Publique.....	146332	159118	166915	176262
	9,3	8,7	4,9	5,6
- FBCF.....	246394	259680	272664	288206
	5,1	5,4	5,0	5,7
- Variation des stocks.....	42168	32697	34793	27546
- Exportations B&S .....	285530	299646	298250	308310
	12,4	4,9	-1,6	3,9
- Importations B&S .....	390755	417471	417000	429610
	18,8	6,8	-2,1	3,7

- (\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan, janvier 2014